

Extrait du El Correo

<http://www.elcorreo.eu.org/Elections-presidentielles-equatoriennes-Un-test-pour-les-avancees-progressistes>

Elections présidentielles équatoriennes : Un test pour les avancées progressistes

- Les Cousins - Équateur -

Date de mise en ligne : mercredi 15 février 2017

Copyright © El Correo - Tous droits réservés

Le 19 février prochain se tient le 1er tour des élections présidentielles en Equateur, ainsi que l'élection de 137 membres du parlement. Quelque 13 millions d'électeurs se rendent aux urnes. L'enjeu dépasse les frontières du pays pour la gauche progressiste.

Le président équatorien Rafael Correa, après plusieurs mandats et un bilan plus qu'honorable, cède la place. Le candidat de son parti *Alianza País*, Lenin Moreno, précédemment vice-président, est donné en tête dans les sondages avec plus de 32%. Sept autres candidats se retrouvent au premier tour, dont Guillermo Lasso (21,5%) de l'*Alianza Creo-Suma*, de droite, qui a fait sa carrière dans la banque, et Cynthia Viteri (14%) du PSC, parti conservateur, avocate et députée, devant Paco Moncayo (*Acuerdo por el Cambio*), Abdalá Bucaram Pulley (FE), Iván Espinel (*Compromiso Social*)...

Mais la partie n'est pas gagnée, car il faudra rassembler au 2ème tour, et la tâche sera plus difficile pour Lenin Moreno qu'elle ne le fut pour Correa qui avait été élu largement à chaque fois. Or un échec d'*Alianza País* viendrait renforcer ce mouvement d'offensive de la droite libérale amorcé dans les pays voisins avec la bénédiction (voire plus) des Etats-Unis toujours soucieux de se mêler de ce qui se passe dans la région.

L'enjeu de ce scrutin dépasse donc largement les frontières de l'équateur. Il s'agit là d'un test décisif pour les processus progressistes de gauche en Amérique Latine, qui ont à l'exemple de l'Argentine en décembre 2015, perdu le pouvoir au nom d'une curieuse volonté de changement, aiguillonnée par un processus de déstabilisation organisé, comme on l'a vu dans d'autres pays voisins, et qui s'est traduit dans divers scrutins qu'il s'agisse du Venezuela avec les élections législatives de décembre 2015, de la Bolivie avec le referendum de février 2016, sans oublier la destitution de Dilma Rousseff au Brésil.

Certes, le gouvernement de Correa n'est peut être pas exempt de critiques comme aucun, mais il a largement participé à faire progresser son pays vers moins d'inégalité, moins de pauvreté, plus de souveraineté malgré les mains liées en matière de politique monétaire, à améliorer l'éducation, la santé, les infrastructures de transports et de communication, et surtout tisser de vrais liens économiques avec le reste de l'Amérique latine.

Il serait évidemment très dommageable de s'arrêter en si bon chemin et que tous les acquis de ces dernières années soient noyés dans une alternance, au nom d'un besoin de changer. Si les forces progressistes de gauche perdent cette élection, ce signal sera négatif pour la région et les espoirs qu'elle a suscités durant les quinze dernières années, la plongeant dans un changement qui n'est en fait qu'un retour vers de vieux démons d'un pouvoir économique concentré aux mains d'un système de nature oligarchique. Même si déjà nombre d'argentins, par exemple, se mordent les doigts d'avoir choisi le *Cambiamos* de Macri, le travail de déconstruction suit son cours.

Estelle Leroy-Debiasi pour [El Correode la Diaspora](#)

***Estelle Leroy-Debiasi** est journaliste professionnelle, Diplômée en Economie, ex rédactrice en chef du quotidien économique La Tribune.

[El Correo de la Diaspora](#). Paris, le 15 février 2017

[\[Contrat Creative Commons\]](#)

Cette création par <http://www.elcorreo.eu.org> est mise à disposition selon les termes de la [licence Creative Commons Paternité - Pas de Modification 3.0 Unported](#).